

La Région Hauts-De-France veut-elle en finir avec le Train Public ?

CONCURRENCE FERROVIAIRE: LE MAUVAIS CHOIX !

L'ouverture à la concurrence des trafics voyageurs reviendrait à accorder l'exploitation de certaines relations ferroviaires à des entreprises privées sur tout ou partie du réseau.

La particularité du mode ferroviaire nécessite une coordination optimum pour assurer la sécurité et la qualité du service car chaque train peut avoir un impact sur les autres.

Or, la multiplication des acteurs va complexifier cette tâche.

Les collectivités devraient alors accroître leur financement, notamment par l'impôt.

Les usagers verraient les prix augmenter.

Il y aurait une pression pour abandonner certaines dessertes sous prétexte de « rationalisation ».

C'est le contraire de la politique qu'il faudrait mener.

LE DROIT AU TRANSPORT
La privatisation menace le droit au transport ferroviaire. L'objectif de rentabilité comme seule motivation est contraire à l'objectif de service public. Voici quelles pourraient être les conséquences..

LE CERCLE VICIEUX DE LA MISE EN CONCURRENCE



SUR LA REGION, Où EN EST ON ?
En ce qui concerne le TER, le Président du Conseil Régional a lancé le processus d'une ouverture à la concurrence, pour dit-il « piquer les fesses de la SNCF », sur 3 lots: Etoile de St Pol, Etoile d'Amiens et Paris-Beauvais, en s'appuyant sur la mauvaise qualité des prestations SNCF (notamment sur certaines lignes) et sur le prix que le Conseil régional doit payer. Le processus devrait s'achever début 2024.

Unissons-nous le 23 octobre 2020

AILLEURS C'EST COMMENT ?
En Angleterre, depuis la renationalisation des infrastructures en 2002, les problèmes de sécurité ont été en partie résolus après plusieurs accidents meurtriers. En revanche, les Britanniques ont manifesté leur colère dans une centaine de gares début janvier 2018 car les prix explosent (27% d'augmentation en 7 ans), la régularité est catastrophique et le matériel roulant n'a pas été suffisamment renouvelé par les compagnies privées. Ils exigent donc l'abandon des concessions et la renationalisation complète.

BILAN DE LA PRIVATISATION ET DE L'OUVERTURE A LA CONCURRENCE SUR D'AUTRES SECTEURS D'ACTIVITE

Ils disent !	Nous constatons...
La concurrence et la privatisation permettent la baisse des prix au consommateur !	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Est-ce le cas pour la fourniture d'énergie dont les factures ne cessent d'augmenter depuis l'arrivée de concurrents ? ◆ Est-ce le cas des sociétés d'autoroute dont les tarifs ne font qu'augmenter dans la plus totale opacité et dont les actionnaires sont largement rémunérés par ces hausses de prix ?
La concurrence permet la transparence des prix !	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Est-ce le cas dans la téléphonie mobile où toutes les associations de consommateurs critiquent l'illisibilité des prix pratiqués et l'impossibilité de les comparer ? ◆ Est-ce le cas des banques dont les mesures arbitraires d'augmentation des services sont constatées par tous ?
La concurrence piquera les fesses de la SNCF et améliorera le service !	<ul style="list-style-type: none"> ◆ cela piquera surtout les fesses des cheminots et des usagers : dumping social, hausse de l'impôt et service dégradé.... ◆ Le système ferroviaire est complexe, ajouter des opérateurs ne fera que complexifier un peu plus le système et ôtera toutes synergies entre opérateurs.

Les exemples de captation des subventions publiques par des opérateurs multinationaux ou oligopoles privés ne manquent pas !

Sur la gestion des déchets, sur l'eau, ...

Au regard des enjeux sociaux et environnementaux, NOUS PROPOSONS :

- ◆ L'abandon du projet de mise en concurrence proposé par le conseil régional
- ◆ Que la réponse aux besoins soit la ligne directrice de la future politique publique des transports
- ◆ Que l'Etat reprenne son rôle d'organisateur et assume ses responsabilités
- ◆ Le développement de l'emploi cheminot pour garantir la régularité, la présence humaine, la qualité du service public et la sécurité
- ◆ La création de droits nouveaux pour les comités d'usagers qui doivent pouvoir avoir un rôle décisionnel sur la politique de l'entreprise publique
- ◆ De nouvelles règles de transparence et de lisibilité des tarifs.



Le débat sur la présence et le rôle des services publics doit être ouvert ! Prenons-en l'initiative !

Les cheminots et leur organisations syndicales y sont prêtes...Et vous ?

**Un rassemblement est organisé le vendredi 23 octobre 2020 devant le siège du Conseil Régional à Lille.
Nous vous y donnons rendez-vous à partir de 10h00.
Ce sera l'occasion de revendiquer un vrai service public ferroviaire au service des citoyens.
PIQUERA BIEN QUI PIQUERA LE DERNIER.**